



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

politique à l'égard des handicapés

Question écrite n° 42624

## Texte de la question

M. Pierre-André Wiltzer \* appelle l'attention de Mme la secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale sur l'insuffisance - voire l'absence - de prises en compte des malades mentaux dans le plan global pour l'intégration des personnes handicapées, présenté par le Premier ministre le 25 janvier 2000 devant le comité consultatif des personnes handicapées. Ce plan - dont les dispositions sont globalement satisfaisantes - répond plutôt à l'objectif de favoriser l'autonomie des handicapés qui peuvent s'insérer dans le milieu de vie ordinaire, et n'évoque pas le cas des personnes souffrant de troubles psychiques, représentant environ 1 million de personnes en France. Sous prétexte que cette population se trouve dans la zone intermédiaire entre la maladie et le milieu ordinaire, professionnels de la santé et professionnels de l'aide sociale ont tendance à l'exclure du champ de leurs compétences respectives. Pour corriger cette situation et travailler à la mise en place d'une véritable politique de la santé mentale en France, il lui demande si le Gouvernement serait prêt à charger une personnalité de son choix ou une commission d'experts de présenter, après concertation notamment avec les associations représentant les familles concernées, des propositions tendant à améliorer l'accompagnement des personnes handicapées psychiques. - Question transmise à Mme la ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées.

## Texte de la réponse

Le Gouvernement mène une politique déterminée en direction des personnes handicapées qui consiste à privilégier, chaque fois que cela est possible, l'intégration dans le milieu de vie ordinaire et vise à répondre aux besoins des personnes les plus lourdement handicapées. Le Premier ministre a annoncé, lors de la réunion du Conseil national consultatif des personnes handicapées du 25 janvier 2000, des mesures nouvelles, assorties d'un financement supplémentaire de 1,5 milliard de francs. A l'échéance 2003, eu égard à l'effort financier précédemment décidé dans le cadre du plan pluriannuel (1999-2003) de création de places dans les établissements pour personnes adultes lourdement handicapées, 2,5 milliards de francs auront été mobilisés par le Gouvernement pour que nos concitoyens handicapés puissent trouver la place qu'ils revendiquent légitimement dans une société plus juste et plus fraternelle. S'agissant plus particulièrement des personnes souffrant de troubles psychiques stabilisés, plusieurs de ces mesures sont de nature à faciliter et à améliorer leur vie en milieu ordinaire. C'est ainsi que 200 milliards de francs seront spécifiquement consacrés, sur la période 2001-2003, au financement de plus de 3 000 postes d'auxiliaires de vie. Par ailleurs, un décret réglera prochainement la mise en place de services polyvalents d'accompagnement et de soins à domicile. Ceux-ci pourront intervenir aussi bien auprès de personnes âgées malades ou dépendantes qu'auprès de personnes handicapées adultes, et 45 milliards de francs seront spécifiquement consacrés, sur la période 2001-2003, à la création de places dans ces services au profit des personnes handicapées. Les personnes touchées par l'évolution ou les séquelles d'un trouble psychique grave et durable bénéficient, au même titre que les autres personnes handicapées, de l'action engagée par le Gouvernement pour répondre aux besoins des plus lourdement handicapés. Cette action déterminée s'inscrit dans la durée et aura pour conséquence la création de 16 500 places dans les établissements pour adultes handicapés à l'échéance 2003. C'est dans ce

cadre que la création de places en maisons d'accueil spécialisées et en foyer à double tarification se poursuivra. Cependant, conscient des difficultés rencontrées par les personnes souffrant d'un handicap psychique, le Gouvernement estime qu'une attention particulière doit leur être portée. Il serait notamment nécessaire d'analyser la nature des handicaps psychiques et de leur diversité, d'évaluer l'importance de la population en cause et de proposer des solutions de nature à encourager l'intégration des personnes concernées. C'est pourquoi une concertation avec les associations représentatives concernées a été engagée afin de déterminer les modalités d'une approche plus spécifique de ce handicap. Dans ce cadre, une mission parlementaire est actuellement à l'étude.

## Données clés

**Auteur :** [M. Pierre-André Wiltzer](#)

**Circonscription :** Essonne (4<sup>e</sup> circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 42624

**Rubrique :** Handicapés

**Ministère interrogé :** santé et action sociale

**Ministère attributaire :** famille, enfance et personnes handicapées

## Date(s) clé(e)s

**Question publiée le :** 6 mars 2000, page 1419

**Réponse publiée le :** 9 juillet 2001, page 4002